

( N° 73. )

# Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1920.

## Projet de loi

relatif à la taxe spéciale sur les spectacles ou divertissements publics (1).

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HALLET.

MESSIEURS,

La Commission s'est prononcée à l'unanimité pour l'adoption du projet de loi présenté par le Gouvernement.

Elle propose toutefois certaines modifications qui seront exposées ci-dessous.

**ARTICLE PREMIER.** — § 1. Plusieurs organisations syndicales groupant des séries de contribuables atteints par la taxe ont protesté parce que celle-ci est perçue sur le *montant net* des recettes. Il est à remarquer à ce propos que l'impôt n'est pas en réalité payé par l'exploitant, mais bien par les spectateurs. Il comporte l'augmentation des prix d'entrée à concurrence de 15, 20, 25 p. c. et c'est de la somme, ainsi perçue, que l'organisateur du spectacle est redevable vis-à-vis du fisc. Les billets, dits billets de faveur, sont naturellement assujettis à la taxe comme pour les autres tickets, à concurrence du prix de la place, c'est-à-dire que si le porteur du billet occupe une place que le public paie 3 francs, c'est sur cette somme que la taxe est basée.

§ 2. La Commission est d'avis qu'en ce qui concerne les spectacles cinématographiques, il n'y a pas lieu de porter la taxe à 20 p. c. pour les petites entreprises dont les entrées sont peu élevées.

(1) Projet de loi n° 41.

(2) La Commission, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Hallet, Standaert, Troolet, Vande Kerckhove, Wauwermans.

Il en est de même pour les bals publics. Il serait malsain de mettre sur le même pied, au point de vue fiscal, les bals organisés pour la classe ouvrière dans les villes et dans les campagnes, et les parties de danse, qui sont l'accessoire de certains bars dans les grandes villes. Nous proposons donc, par amendement au § 2 de l'article 2, une taxation différentielle basée sur le prix des places et des consommations.

D'autre part, la Commission est d'avis à l'unanimité qu'il y a lieu de porter à 25 p. c. le taux de la taxe sur les courses de chevaux, et d'y frapper non seulement le coupon d'entrée, mais le pari mutuel et le pari à la cote. Le Gouvernement aura là des ressources importantes et personne ne pourra trouver mauvais que l'État prenne sa part, comme en d'autres pays d'ailleurs, des sommes consacrées à un genre de jeu qui n'atteint que trop le public des courses de chevaux.

Un membre de la Commission aurait voulu voir taxer au même taux les courses ou joutes de toute espèce, les matchs, les concours de pigeons, de chants de coq, etc.; mais la Commission n'a pas cru pouvoir admettre cette manière de voir.

**ART. 2. — § 1.** La Commission propose la suppression de ce paragraphe, à raison spécialement, des difficultés qui consisteraient à devoir surveiller les recettes jour par jour. Cette disposition serait d'ailleurs inapplicable en ce qui concerne le produit de la vente des consommations. Comment l'exploitant qui perçoit la taxe lui-même à charge des consommateurs, pourra-t-il juger d'avance que la recette, ce jour-là, ne montera pas à 50 francs et qu'il n'y a rien à percevoir.

§ 2. Il y a lieu de remplacer les mots « *peut être* » par « *est* ». Il ne s'agit pas là de faculté, mais d'un droit.

Supprimer les mots « *par le ministre des finances* ». Un arrêté royal fixera les conditions générales de l'exemption et de la modération des droits.

Le paragraphe 2 de l'article doit donc être interprété de telle façon que les cercles d'agrément sont, sans être soumis à la taxe, autorisés à organiser des représentations dramatiques ou autres, ainsi que des bals, même avec paiement d'un droit d'entrée.

Le Gouvernement aura naturellement à apprécier dans les divers cas s'il s'agit vraiment d'une représentation ou d'un bal de société exempts de l'impôt, ou bien si, sous le couvert d'une société dramatique ou autre, se cache une exploitation à but lucratif.

Ne pas accorder cette exonération serait vouer à la mort les nombreuses sociétés dramatiques existant dans le pays, et dont font partie des ouvriers et de petits bourgeois. Leurs ressources sont tellement restreintes qu'il leur est totalement impossible de couvrir leurs frais sans faire payer de droit d'entrée, et cependant, à l'évidence, il ne s'agit pas là de l'« exploitation » d'un spectacle public.

ART. 6. — Ajouter à cet article les mots « sans préjudice, le cas échéant, des peines de faux et de l'escroquerie ». Ces peines sont visées à l'article 7, mais il serait bon d'avertir spécialement le contribuable du danger de la fraude.

ART. 8. — Un membre de la Commission a entretenu la Commission de la situation de certaines communes dont les ressources ont diminué par l'instauration de l'impôt sur le revenu, qui supprime toute une série de taxes communales. La Commission propose de porter remède à cette situation de la manière suivante :

Les courses de chevaux sont parfois organisées dans de petites communes dont les ressources deviendraient trop considérables si elles percevaient les trois dixièmes de la taxe telle qu'elle est amendée. Aussi proposons-nous que, pour les communes de moins de dix milles habitants, la commune ne touche rien du produit des courses : les trois dixièmes qui lui seraient revenus seront versés à un fonds spécial destiné à indemniser les communes désavantagées par l'instauration de l'impôt sur le revenu.

ART. 8, § 2, alinéa 2. — C'est à titre d'exception — tel est bien l'esprit de la loi — que des taxes pourraient encore être perçues par les communes sur les spectacles ou divertissements publics.

Pour bien fixer et préciser ce point, nous vous proposons d'ajouter le mot « exceptionnellement » après le mot « autorisées ».

## AMENDEMENTS

### ARTICLE PREMIER.

Modifier le paragraphe 2, comme suit :

« En ce qui concerne les spectacles ou divertissements comportant, même à titre accessoire, des projections cinématographiques ou des parties de danse, le taux de la taxe est porté respectivement à 20 et 25 p. c. si le prix de certaines places ou de certaines consommations est supérieur à un franc ou à deux francs ».

Ajoutez un paragraphe 3, ainsi conçu :

« Le taux de la taxe est fixé à 25 p.c. pour les courses de chevaux ;

### EERSTE ARTIKEL.

Lid 2 te wijzigen als volgt :

« Wat betreft de vertooningen of vermakelijkheden met kinematographische voorstellingen of danspartijen, zelfs als bijzaak, wordt het bedrag der taxe onderscheidenlijk tot 20 en 25 t. h. verhoogd, indien de prijs van sommige plaatsen of van sommige consumptiën één frank of twee frank overschrijdt ».

Een 3° lid toe te voegen, luidende :

« Het bedrag der taxe wordt bepaald op 25 t. h. voor de paarden-

*la taxe est perçue sur les entrées, sur le pari mutuel et sur les paris à la cote, et sur toutes autres recettes quelconques ».*

## ART. 2.

- a. Supprimer le paragraphe 1.
- b. Rédiger le paragraphe 2 comme suit :

« Remise ou modération de la taxe est accordée si l'organisateur établit, etc. »

## ART. 6.

Ajouter après le mot « quintuplée » :

« Sans préjudice, le cas échéant des peines du faux et de l'esroquerie ».

## ART. 8.

Ajouter au paragraphe 1, ce qui suit :

« En ce qui concerne la taxe sur les hippodromes et champs de courses situés dans des communes de moins de 10,000 habitants, la part de la commune est versée à un fonds spécial dont l'emploi est spécifié ci-dessous.

» Si le montant net des recettes versées à une commune en vertu de l'impôt sur le revenu n'atteint pas le dernier montant des taxes abolies par cet impôt, le gouvernement allouera annuellement à ladite commune des subsides compensateurs à charge du fonds spécial organisé au paragraphe précédent. »

§ 2. Ajouter le mot « exceptionnellement » au paragraphe 2, après les mots « peuvent être autorisées ».

Le Rapporteur,  
M. HALLET.

*wedrennen. De taxe wordt geheven op de toegangsbewijzen, op de weddenschappen bij den totalisator en bij den bookmaker en op alle andere hoe ook genaamde ontvangsten ».*

## ART. 2.

- a. Het 1<sup>ste</sup> lid te doen wegvallen.
- b. Het 2<sup>o</sup> lid te doen luiden :

« Kwijtschelding of vermindering van de taxe wordt verleend, indien de inrichter bewijst, enz. »

## ART. 6.

Na de woorden : « ... taxe gevorderd » toe te voegen :

« Onverminderd, bij voorkomend geval, de straffen wegens valsheid en oplichting ».

## ART. 8.

Aan het 1<sup>o</sup> lid toe te voegen :

« Wat betreft de taxe op de hippodromen en renbanen gevestigd in gemeenten beneden 10,000 inwoners, wordt het aandeel der gemeente gestort in een bijzonder fonds, dat op de hierna bepaalde wijze bestred wordt.

» Indien het zuiver bedrag der ontvangsten, aan eene gemeente toegerekend wegens de belasting op het inkomen, het laatste bedrag van de bij deze belasting afgeschafte taxes niet bereikt, worden, elk jaar, door de Regeering aan gezegde gemeente toelagen als vergoeding verleend uit een bijzonder fonds, krachtens het voorgaande lid tot stand gebracht. »

§ 2. Vóór de woorden : « gemachtigd worden » in te voegen de woorden : « bij uitzondering. »

Le Président.  
A. MECHELYNCK.

(N<sup>o</sup> 73.)

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 29 JANUARI 1920.

## Wetsontwerp betreffende de bijzondere belasting op de openbare vertoo- ningen of gemaklijkheden <sup>(1)</sup>.

### VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HALLET.

MIJNE HEEREN,

De Commissie heeft eenparig beslist het Regeeringsontwerp aan te nemen. Zij stelt echter sommige wijzigingen voor, welke hierna worden uiteengezet.

EBERSTE ARTIKEL, § 1. — Verscheidene syndicale inrichtingen, welke reeksen door de taxe getroffen belastingplichtigen groepeeren, teekenden daartegen verzet aan, omdat deze geheven wordt van het *zuiver bedrag* der ontvangsten. Hieromtrent moet worden aangemerkt dat de belasting werkelijk niet betaald wordt door den ondernemer, maar wel door de toeschouwers. Zij brengt de verhooging van de toegangsprijzen mede ten beloope van 15, 20, 25 t. h. en het is van de aldus geïnde som dat de ondernemer van de vertooning schatplichtig is tegenover den fiscus. Voor de zoogenaamde vrijkaarten is de taxe natuurlijkerwijze verschuldigd, evenals voor alle andere toegangsbewijzen, ten beloope van den prijs der plaats; met andere woorden, wanneer de houder eener vrijkaart eene plaats inneemt, waarvoor het publiek 3 frank betaalt, wordt de taxe van deze som geheven.

§ 2. De Commissie is van gevoelen dat, wat de kinemavertooningen betreft, de taxe niet dient te worden gebracht op 20 t. h. voor de kleine ondernemingen met geringe toegangsprijzen.

Hetzelfde geldt voor de openbare bals. Het gaat niet aan, de bals, ingericht voor de werkende klasse in de steden en op het platteland, in

---

(1) Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 41.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Hallet, Standaert, Troclet, Vande Kerckhove en Wauwermaes.

fiscaal opzicht gelijk te stellen met de danspartijen, die in sommige « bars » der groote steden als bijzaak worden gehouden. Wij stellen dus, bij amendement op § 2 van artikel 2, eene verschillende belasting voor, gegrond op den prijs der plaatsen en der consumptiën.

Verder is de Commissie eenparig van meening dat het bedrag van de belasting op de paardenwedrennen dient te worden gebracht op 25 t. h. en dat niet enkel het toegangsbewijs, maar ook de weddenschappen bij den totalisator en bij den bookmaker er moeten belast worden. Daardoor kan de Regeering zich belangrijke geldmiddelen verschaffen en niemand zal het verkeerd vinden dat de Staat zijn deel opeische, zooals overigens in andere landen, van de sommen besteed aan een soort kansspel, dat maar al te zeer het publiek van de paardenwedrennen treft.

Een lid van de Commissie zou alle wedrennen en spelen willen even hoog aanslaan, zooals de match's, de duivenprijskampen, het hanenzingen, enz., maar de Commissie meende zich bij die zienswijze niet te kunnen aansluiten.

**ART. 2. — § 1.** De Commissie stelt voor, dit lid te doen wegvallen, vooral wegens de moeilijkheden, welke het dag voor dag controleeren der ontvangsten zou medebrengen. Deze bepaling zou overigens niet kunnen toegepast worden, wat betreft de opbrengst van den verkoop der consumptiën. Hoe zal de ondernemer, die zelf de taxe heft van de verbruikers, vooraf kunnen weten dat de ontvangst dien dag niet 50 frank zal bereiken en dat er niets te heffen valt?

§ 2. De woorden « mag verleend worden » dienen vervangen te worden door « wordt verleend ». Het geldt hier niet eene bevoegdheid, maar een recht.

De woorden « door den Minister van Financiën » te doen wegvallen. Bij koninklijk besluit zullen de algemeene vereischten tot vrijstelling en tot vermindering der rechten vastgesteld worden.

Lid 2 van artikel 2 moet dus verklaard worden in dezen zin, dat de vereenigingen tot vermaak gemachtigd zijn om, zonder de taxe te moeten betalen, tooneel- of andere vertooningen, evenals bals in te richten, zelfs met betaling van een inkomgeld.

De Regeering zal natuurlijk in de verschillende gevallen moeten nagaan of het inderdaad geldt eene vertooning of een bal eener maatschappij, die belastingvrij zijn, ofwel of zich onder den naam eener tooneelmaatschappij of eener andere niet eene onderneming met winstbejag verschuilt.

Het weigeren dezer ontheffing zou den ondergang medebrengen van de talrijke tooneelmaatschappijen, die in het land bestaan en waarvan werklieden en kleine burgers deel uitmaken. Hunne geldmiddelen zijn zoo beperkt dat zij hunne kosten onmogelijk zouden kunnen dekken zonder een inkomgeld te doen betalen, en het is nochtans klaar dat het hier niet eene « onderneming » van eene openbare vermakelijkheid geldt.

**ART. 6. —** Aan dit artikel de woorden toe te voegen : « onverminderd, bij voorkomend geval, de straffen wegens valsheid en oplichting ». Deze straffen worden voorzien bij artikel 7, doch het zou goed zijn den belastingplichtige op bijzondere wijze voor het gevaar van het bedrog te waarschuwen.

ART. 8. — Een lid van de Commissie vestigde hare aandacht op den toestand van sommige gemeenten, waarvan de inkomsten verminderden ten gevolge van de invoering der belasting op het inkomen, waardoor gansch eene reeks gemeentehellingen worden afgeschaft. De Commissie stelt voor, dien toestand te verhelpen op de volgende wijze :

De paardenwedrennen worden soms ingericht in kleine gemeenten, waarvan de inkomsten te groot zouden worden, indien zij drie tienden van de taxe, zooals zij wordt gewijzigd, mochten heffen. Ook stellen wij voor, dat, waar het geldt gemeenten van minder dan tien duizend inwoners, de gemeente niets zou ontvangen van de opbrengst der wedrennen : de drie tienden, welke haar zouden toekomen, zullen gestort worden in een bijzonder fonds bestemd om de gemeenten, welke geschaad werden door het invoeren van de belasting op het inkomen, schadeloos te stellen.

ART 8, § 2, lid 2. — Alleen bij wijze van uitzondering — dat is wel de geest der wet — zouden nog taxes door de gemeenten kunnen geheven worden op de openbare vertooningen of vermakelijkheden.

Ten einde dit punt goed te bepalen en klaar aan te duiden, stellen wij u voor, aan de woorden : « gemachtigd worden » te doen voorafgaan de woorden : « bij uitzondering ».

## AMENDEMENTEN

### ARTICLE PREMIER.

Modifier le paragraphe 2, comme suit :

« En ce qui concerne les spectacles ou divertissements comportant, même à titre accessoire, des projections cinématographiques ou des parties de danse, le taux de la taxe est porté respectivement à 20 et 25 p. c. si le prix de certaines places ou de certaines consommations est supérieur à un franc ou à deux francs ».

Ajoutez un paragraphe 3, ainsi conçu :

« Le taux de la taxe est fixé à 25 p.c. pour les courses de chevaux ;

### EERSTE ARTIKEL.

Lid 2 te wijzigen als volgt :

« Wat betreft de vertooningen of vermakelijkheden met kinematographische voorstellingen of danspartijen, zelfs als bijzaak, wordt het bedrag der taxe onderscheidenlijk tot 20 en 25 t. h. verhoogd, indien de prijs van sommige plaatsen of van sommige consumptiën één frank of twee frank overschrijdt ».

Een 3<sup>e</sup> lid toe te voegen, luidende :

« Het bedrag der taxe wordt bepaald op 25 t. h. voor de paarden-

*la taxe est perçue sur les entrées, sur le pari mutuel et sur les paris à la cote, et sur toutes autres recettes quelconques ».*

## ART. 2.

a. Supprimer le paragraphe 1.

b. Rédiger le paragraphe 2 comme suit :

« Remise ou modération de la taxe est accordée si l'organisateur établit, etc. »

## ART. 6.

Ajouter après le mot « quintuplée » :

« Sans préjudice, le cas échéant des peines du faux et de l'escroquerie ».

## ART. 8.

Ajouter au paragraphe 1, ce qui suit :

« En ce qui concerne la taxe sur les hippodromes et champs de courses situés dans des communes de moins de 10,000 habitants, la part de la commune est versée à un fonds spécial dont l'emploi est spécifié ci-dessous.

» Si le montant net des recettes versées à une commune en vertu de l'impôt sur le revenu n'atteint pas le dernier montant des taxes abolies par cet impôt, le gouvernement allouera annuellement à ladite commune des subsides compensateurs à charge du fonds spécial organisé au paragraphe précédent. »

§ 2. Ajouter le mot « exceptionnellement » au paragraphe 2, après les mots « peuvent être autorisées ».

De Verslaggever,

M. HALLET,

*wedrennen. De taxe wordt geheven op de toegangsbewijzen, op de weddenschappen bij den totalisator en bij den bookmaker en op alle andere hoe ook genaamde ontvangsten ».*

## ART. 2.

a. Het 1<sup>ste</sup> lid te doen wegvallen.

b. Het 2<sup>o</sup> lid te doen luiden :

« Kwijtschelding of vermindering van de taxe wordt verleend, indien de inrichter bewijst, enz. »

## ART. 6.

Na de woorden : « ... taxe gevorderd » toe te voegen :

« Onverminderd, bij voorkomend geval, de straffen wegens valsheid en oplichting ».

## ART. 8.

Aan het 1<sup>ste</sup> lid toe te voegen :

« Wat betreft de taxe op de hippodromen en renbanen gevestigd in gemeenten beneden 10,000 inwoners, wordt het aandeel der gemeente gestort in een bijzonder fonds, dat op de hierna bepaalde wijze besteed wordt.

» Indien het zuiver bedrag der ontvangsten, aan eene gemeente toegekend wegens de belasting op het inkomen, het laatste bedrag van de bij deze belasting afgeschafte taxes niet bereikt, worden, elk jaar, door de Regeering aan gezegde gemeente toelagen als vergoeding verleend uit een bijzonder fonds, krachtens het voorgaande lid tot stand gebracht. »

§ 2. Vóór de woorden : « gemachtigd worden » in te voegen de woorden : « bij uitzondering. »

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.